

Le rocher de la prospérité

La réinsertion des réfugiés au Laos

Fabrice Mignot
Géographe

Après 1975, les pays d'Asie du Sud-Est ont subi des déplacements migratoires forcés de millions d'individus à partir du foyer indochinois. En 1989, avec le Plan global d'action (CPA), programme adopté par 70 États, comprenant les pays d'origine d'Indochine, les pays de premier accueil et ceux de réinstallation des réfugiés indochinois, la Communauté internationale a décidé d'engager des moyens considérables pour apporter une solution rapide et définitive à la question des réfugiés indochinois par la fermeture des camps de premier accueil et a mandaté le HCR (Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés) pour régler le sort des derniers résidents de ces camps. En application de ce programme, près de 30 000 réfugiés volontaires, ou demandeurs d'asile déboutés, ont été rapatriés au Laos. Les réfugiés rapatriés ont été convaincus par les modalités de réintégration prévues par le HCR, malgré la continuité du régime politique lao. Parmi ces rapatriés, plus de 10 000 ont choisi d'habiter dans des villages nouveaux. Les autres réfugiés lao séjournant dans les camps en Thaïlande ont été réinstallés outre-mer dans des pays occidentaux.

Le HCR a élargi ses prérogatives en participant lui-même à la réinsertion des rapatriés. Il a fait construire de nouveaux villages et défricher des terres contribuant ainsi à modeler le paysage lao. En outre, ces villages de rapatriés regroupent plusieurs ethnies et jouxtent des villages existants qui bénéficient de nouveaux équipements, tels qu'écoles, dispensaires, marchés, équipements hydrauliques, etc. Ils sont donc aussi des leviers du développement

local et bouleversent le mode de répartition traditionnel des villages dans l'espace culturel lao.

« Le rocher de la prospérité » est une formule forgée à partir des toponymes villageois des rapatriés à Na Sa-at. Elle suggère à la fois la difficulté de la mise en valeur du territoire avec le mot « rocher » et la volonté de réussir la réintégration avec le terme « prospérité ». La réinsertion n'est pas une sinécure, elle est un dur combat pour la survie. Malgré l'accueil favorable et l'aide matérielle reçue, les réfugiés doivent redoubler d'effort et d'imagination pour tirer parti de leurs ressources. Ils doivent aussi s'entendre nécessairement entre eux et avec leurs voisins. La plupart des réfugiés rapatriés au Laos ont passé plus de 15 ans en exil, mais ils ont finalement choisi de retourner dans leur pays qui est l'un des plus pauvres du monde, rejetant les offres de réinstallation dans des pays occidentaux. Le rapatriement au Laos est aussi de ce fait un paradoxe culturel.

■ Les réfugiés lao : de l'exode vers la Thaïlande au retour dans des villages nouveaux

La guerre civile au Laos a pris une ampleur dramatique à cause de la dimension régionale du conflit et surtout du soutien massif des deux superpuissances, Union Soviétique et États-Unis, aux belligérants. Mais, ce conflit idéologique, annonciateur de bouleversements politiques sanglants avec l'instauration d'un État totalitaire, a aussi constitué un terreau favorable au développement de micro-conflits entre ethnies, clans et villages, dont les cicatrices se sont avivées avec des déplacements forcés de population, gigantesques à l'échelle de ce pays peu peuplé. Les réfugiés restés dans les camps en Thaïlande et refusant d'être réinstallés dans les pays occidentaux ou en Chine, étaient dans leur majorité écrasante des ruraux. Le gouvernement lao a demandé au HCR une assistance à la réintégration de ces réfugiés structurés en communautés solidaires, car il

craignait les difficultés que pouvaient créer des retours collectifs. La proposition de création de villages et l'allocation de terres a déterminé, dans la plupart des cas, le choix du rapatriement par les réfugiés.

Fuite en Thaïlande, exil et rapatriement

À partir du printemps de l'année 1975, les communistes ont pris le pouvoir dans tous les pays de l'ex-Indochine française. Au Laos, dès le 8 août 1975, les fonctionnaires de l'ancien régime ont été astreints à des stages de rééducation politique dans des camps militaires, et le dernier parti politique d'opposition a été interdit le 28 septembre 1975. Cette vague de répression provoqua un mouvement de panique chez les citadins. Le déploiement des troupes vietnamiennes, la vengeance des miliciens communistes, bombardés massivement pendant les années 1960, et les massacres perpétrés par des civils dans les zones de tension ethnique, incita à fuir les clans et les groupes ethniques montagnards qui s'étaient opposés à l'avance communiste depuis 1945, comme certains groupes Taï¹, Hmong et Yao.

Les fonctionnaires et les militaires de la monarchie, les élites urbaines, les séparatistes hmong et yao furent considérés par les communistes victorieux, en majorité issus des groupes ethniques

¹ Le mot « thaï » est souvent remplacé par le mot « tai » pour désigner une famille ethnolinguistique thaï-kadaï. Le « h » désigne par convention un souffle d'expiration, dit « aspiration » pour la transcription du lao et du siamois en alphabet latin. Sans le « h », le mot taï (ton montant) signifie notamment « sud » en lao. Cette distinction dans la graphie doit avoir pour but d'éviter la confusion entre les groupes ethno-linguistiques et les citoyens de Thaïlande, « pays des Thaï ». Cet État a changé de nom en 1938 sous l'influence de la politique pan thaï, inspirée de son allié l'Allemagne nazie. Leur langue est le siamois. En 1968, Georges Condominas utilisait le mot « thaï » pour décrire la civilisation des Lao de la plaine de Vientiane. Je reprendrais donc le terme de « thaï lao » qui était notamment employé par le géographe Eric Pietrantoni ou par l'ethnologue Solange Thierry dans son article de l'*Encyclopedia Universalis*, pour désigner les Lao de la civilisation thaï des plaines. La confusion provient aussi des peuples intéressés, car les ethnies montagnardes de la famille thaï ne marquent pas l'aspiration, donc je les désigne par le mot « Taï ».

austro-asiatiques, comme les complices ou les responsables des bombardements massifs qui avaient traumatisé les habitants de l'est du Laos pendant une décennie. Victimes de représailles et hostiles au nouveau mode de vie austère et rural, empreint de préjugés, ils ont traversé le Mékong, souvent sous les balles des militaires, pour demander l'asile en Thaïlande. Ils ont ensuite été rejoints par des paysans mécontents de l'application des recettes drastiques du communisme de guerre à leurs villages et désorientés par la substitution de circuits étatiques obligatoires aux réseaux bouddhiques traditionnels. Ils ont été suivis par une grande partie de la communauté sino-lao, lésée par les restrictions à l'exercice du commerce et les mesures financières et suspectée de soutenir l'armée chinoise, entrée dans le nord du Laos en 1979. À la fin de l'année 1979, le HCR recensait 126 500 réfugiés lao en Thaïlande (Burrows, 1983).

Le gouvernement thaïlandais redoutait des opérations de déstabilisation par la présence de centaines de milliers de réfugiés lao dans la périphérie orientale de la Thaïlande, peuplée surtout de Thaï Lao, de Thaï Yuen et aussi de Hmong², de Khamou et de So, et relativement peu de Siamois. Ces craintes étaient justifiées par les déclarations irrédentistes du gouvernement communiste lao qui revendiquait les provinces annexées par le Siam au XIX^e siècle, et par la création d'une commission gouvernementale vietnamienne qui affrétait d'énormes cargos pour les candidats à l'exil (Dasse,

² Des groupes hmong nationalistes ont échappé à la répression des troupes de l'empire chinois han de 1795 à 1806, dans les plaines du Kweichou, du Hunan et du Szechuan, pour s'établir au Yunnan et dans la Fédération des Douze Mille Rizières, tributaire du Laos. À la suite d'une nouvelle poussée des troupes de l'Empire du Milieu, des communautés hmong ont fui le Yunnan à partir de 1853, pour se réfugier au Laos et au Tonkin, où ils s'installèrent dans des aires vacantes, isolées et exemptes de paludisme, au-dessus de 1000 mètres d'altitude. Les Hmong et les Yao, venus aussi de Chine, constituent le groupe des Lao Soung (Lao d'en haut), dans la terminologie officielle lao. En 1960, les représentants du gouvernement des États-Unis ont signé un accord avec des chefs de clan hmong, reconnaissant la souveraineté des Hmong sur les zones autonomes qui étaient administrées par les missionnaires catholiques à l'époque de la colonisation française (MOUA TOU YER, 1994). La CIA équipait une armée hmong depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et a commencé à faire de même avec les Yao en 1962.

1979). Le gouvernement thaïlandais n'avait accepté sur son territoire la présence de Khmers Rouges, voire de Hmong, armés que sous la pression des États-Unis. Les groupes armés antivietnamiens étaient basés dans des camps illégaux mais tolérés, pour enrayer la pression vietnamienne. La Thaïlande craignait d'être la prochaine proie de l'expansionnisme soviétique en Asie car, en 1979, l'Afghanistan venait d'être occupé par l'armée de l'URSS et le Vietnam massait des troupes tout au long de sa frontière orientale, de la mer à la frontière birmane.

L'État thaïlandais est confronté depuis la Seconde Guerre mondiale à de graves problèmes causés par des vagues de réfugiés en provenance des pays voisins³ et à des mouvements de guérilla dans les zones périphériques de son territoire. Il ne souhaitait pas que les réfugiés indochinois s'installent définitivement en Thaïlande. Ces menaces, concrétisées par l'arrivée massive de réfugiés dans tous les pays de la région (tableau 1), ont convaincu les États membres de l'Anase (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) d'adopter une ligne commune ferme : les pays responsables du conflit est-ouest devaient en assumer les conséquences et donc accueillir tous les réfugiés d'Indochine. À partir de 1979, les pays occidentaux, principalement les États-Unis et la France, ont accepté d'accueillir massivement les réfugiés d'Indochine. Entre 1979 et 1981, 140 000 Lao ont été réinstallés dans ces pays à niveau de vie élevé, ce qui est un fait exceptionnel pour un mouvement massif de population et particulièrement prometteur pour la création de réseaux actifs de diasporas.

La Chine, en raison de son hostilité au Vietnam, avait proposé de réinstaller des réfugiés dans des fermes d'État. Seuls 2 700 Lao, accueillis dans des camps thaïlandais, ont accepté cette destination d'exil, proche de leur pays d'origine mais sous la domination d'un régime communiste. En Chine se trouvaient déjà environ 1 250

³ Nationalistes et communistes ayant fui l'Indochine française lors de la répression contre les indépendantistes en 1946, Chinois musulmans ou militants du Kuo Min Tang qui avaient fondé un mini-État sur le territoire thaïlandais avec le soutien de Taïwan, nations minoritaires frontalières de Birmanie, comme les Karen.

Pays de premier accueil en Asie	Nationalité des réfugiés	Arrivées dans les camps du HCR	Réinstallations dans des pays occidentaux	Rapatriements dans les pays d'origine
Thaïlande	Laotienne	359 930	320 718	23 247
Thaïlande	Cambodgienne	237 398	235 077	22 137
Thaïlande	Vietnamienne	160 239	145 665	11 887
Thaïlande	Total Indochine	757 567	701 460	57 271
Malaisie	Vietnamienne	254 495	248 581	4 643
Hong-Kong	Vietnamienne	195 833	137 710	45 198
Indonésie	Vietnamienne	121 708	111 849	7 785
Philippines	Vietnamienne	51 722	49 541	1 589
Singapour	Vietnamienne	32 457	32 364	7
Japon	Vietnamienne	11 045	10 340	1 075
Macau	Vietnamienne	7 128	7 706	0
Corée (Sud)	Vietnamienne	1 348	1 348	0
Total		1 433 303	1 300 899	117 568

D'après les chiffres du Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR), fascicule Resettlement Section, juillet 1995, Genève.

■ Tableau 1

Les réfugiés d'Indochine entre avril 1975 et juin 1995 dans les camps du HCR.

réfugiés venus directement au début des années 1980 (Bamber, 1992), ainsi qu'un millier d'opposants thaï lao équipés par l'armée chinoise, la « division Lan Na ». La Chine a surtout accueilli plusieurs centaines de milliers de Sino-Vietnamiens à partir de 1978. En Asie du Sud-Est, seule la Malaisie avait accepté la réinstallation de réfugiés sur son territoire : des villages nouveaux avaient été créés pour une dizaine de milliers de Cambodgiens musulmans. Mais des dizaines de milliers de Lao se sont installés illégalement en Thaïlande, en se mêlant à la population avec la tolérance des autorités.

Les réinstallations massives dans des pays riches ont produit un effet d'appel. Les Lao continuaient à quitter leur pays : en 1985, 86 000 d'entre eux séjournaient encore dans des camps en Thaïlande

et moins de 5 % des réfugiés avaient accepté un rapatriement (Burrows, 1985). Aussi, en cette même année, les autorités thaïlandaises ont instauré une procédure de sélection des demandeurs d'asile. Mais, en raison de critères plus favorables que ceux de la Convention de Genève, comme l'existence de parents dans un pays d'exil, le taux d'admission a atteint 69 % ; en outre, les déboutés n'ont pas été expulsés. Ce taux a ensuite diminué avec l'adoption de critères de reconnaissance de la qualité de réfugié fondés sur l'existence de persécution.

À la faveur de la normalisation des relations diplomatiques entre la Thaïlande et le Laos, à partir de 1988, et surtout du Plan global d'action (CPA) adopté en 1989, les mouvements migratoires ont été quasiment stoppés au début des années 1990. Le HCR a procédé à la réinstallation des réfugiés et au rapatriement des volontaires et des déboutés du droit d'asile. Entre 1990 et 1995, 27 047 Lao ont été rapatriés dont 88,2 % en provenance de Thaïlande et 11,4 % de Chine. À la fin de l'année 1996, 10 536 personnes habitaient dans 29 villages de réfugiés rapatriés. La moitié de ces villages était composée d'une population hmong ou yao majoritaire.

La création de villages de rapatriés

Le poids financier des institutions internationales, telles que le HCR et le Fonds d'aide aux réfugiés de l'Union Européenne (FAR), est sans commune mesure avec celui de l'administration lao, d'autant qu'au début des années 1990 la Communauté des États Indépendants (CEI) avait décidé de mettre un terme à son aide publique aux pays communistes. Le HCR et le FAR ont donc pu participer en tant qu'acteurs de premier rang à la politique d'aménagement du territoire de l'État lao. Le HCR a créé 29 villages nouveaux dans 12 provinces sur 18, et le FAR a procédé à des opérations lourdes de travaux publics autour de ces villages. Ces deux institutions internationales ont défriché des terrains à bâtir et à cultiver, ont tracé ou rénové des pistes, ont édifié des dispensaires, des écoles, des marchés, ont réalisé des aménagements hydrauliques avec des petits barrages, des puits, des pompes, ont fourni aux rapatriés des matériaux de construction, des semences, de l'argent, des tracteurs, des animaux, des ustensiles et des outils,

etc, et ont organisé des séminaires et des ateliers de formation pour les rapatriés par l'intermédiaire de trois ONG chargées du suivi de la réinsertion.

Les nouveaux villages de rapatriés ont été construits près de villages d'accueil volontaires et dynamiques, qui souhaitaient bénéficier de nouveaux équipements modernes⁴, avantage qui devait compenser les nuisances de l'installation massive de migrants dans leur environnement. De plus, pour des raisons de sécurité et pour faciliter la réinsertion des rapatriés, le gouvernement lao ne voulait pas que ces nouveaux villages, composés d'anciens opposants, soient isolés de la société. Enfin, ces rapatriements permettaient d'expérimenter le rapprochement spatial de groupes aux appartenances culturelles diverses qui ne se mélangent que rarement et ne s'agglomèrent pas dans l'espace culturel traditionnel lao. « Les villages du Laos étaient peuplés d'habitants appartenant au même groupe ethnique. Il était tout à fait exceptionnel de trouver un village où cohabitaient des races différentes » (Piétrantoni, 1957).

Ces opérations de réinsertion se sont révélées extrêmement complexes. En effet, plusieurs niveaux de décision se sont enchevêtrés. Sur les sites à aménager, la maîtrise d'ouvrage était partagée entre le HCR, le FAR et les diverses administrations lao, nationales et provinciales, la coordination appartenant au ministère du Travail et du Bien-Être Social. La maîtrise d'œuvre était dévolue à des entreprises semi-publiques. Le suivi de la réintégration a été confié pour deux ans à des ONG (l'ONG irlandaise Concern à Na Sa-at). Enfin, les maires (désignés par l'administration), responsables du développement local selon les termes de la Constitution lao, et les comités inter-villageois, où siègent des représentants du parti communiste (Parti révolutionnaire du peuple lao) et des organisations dites de masse, intervenaient aussi sur le cours des décisions.

Financements croisés et pluralité des sources de décision ont parfois nui à la coordination des processus. À Na Sa-at, le village existant

⁴ Le gouvernement lao a distribué une lettre circulaire à tous les villages du pays, les invitant à se porter volontaires pour l'accueil des rapatriés en échange d'infrastructures.

s'est, par exemple, vu imposer par des entreprises chinoises de travaux publics, des sections de pistes, sans intérêt immédiat, dont les raccords étaient de dimensions différentes. Les entreprises ont défriché à l'excès, dépassant les normes fixées tant par la législation, que par les cahiers des charges. Un remblai, destiné à servir de support de terrassement pour la construction d'une pagode, a été creusé à tort par des ouvriers chinois qui avaient besoin de terre pour des travaux de voirie dans un autre village. Des barbelés ont été dressés autour du village d'accueil pour empêcher ses habitants de s'emparer de parcelles défrichées, mesure aux effets psychologiques fâcheux. Une retenue d'eau a été aménagée aux abords du village pour alimenter une série de puits. Un lavoir a été construit sur les berges de l'étang ainsi créé, et non en aval du barrage. Avec les rejets massifs de lessive et les déchets divers dans cet étang, les plantes parasites ont proliféré diminuant la teneur en oxygène, et l'eau des puits est devenue totalement impropre à la consommation domestique en saison sèche.

L'attitude de chacun des acteurs a suivi une logique et un rythme différents. Les autorités ont promu un modèle de village de plaine autosuffisant et traditionnel, mais en même temps pluriethnique et doté d'équipements modernes structurant les interventions de l'État. Le HCR a insisté sur les voies et moyens de communication qui permettent aux réfugiés de garder le contact avec leurs parents exilés, ou avec ceux envoyés dans d'autres provinces du Laos. Les rapatriés ont adopté une attitude ambiguë : d'un côté, ils se sont souvent contenté d'attendre les subsides en nature de l'aide internationale, comme dans les camps de réfugiés, et ne se sont pas préoccupés de la gestion collective du site, comme pour la question décisive de l'eau. De l'autre, ils ont aussi redéfini les schémas d'aménagement fonctionnalistes qui ignoraient leurs traditions culturelles, et ont élaboré des stratégies de relations et de développement innovantes.

■ L'aménagement du site de Na Sa-at et son appropriation par les réfugiés rapatriés

Le gouvernement lao avait souhaité appliquer aux villages de rapatriés la logique de construction des autres villages nouveaux : villages de plaine pluriethniques, proximité des centres urbains et des routes nationales, accès aux services publics. Cependant, comme dans les camps de réfugiés en Thaïlande, les rapatriés ont refusé de scinder les communautés ethniques, voire claniques, et se sont regroupés dans des espaces propres en imposant les formes d'habitat traditionnelles.

Un espace carrefour

Na Sa-at est un village situé dans la province de Khammouane, au centre du Laos (figure 1), à 20 kilomètres au sud-est de la ville de Thakhek (figure 2), au bord de la route nationale 13 qui longe le Mékong. Désormais totalement asphaltée de Vientiane à Savannakhet, cette route définit l'aire de développement la plus dynamique du pays, avec Vientiane et Paksé, à cause de sa proximité frontalière avec la Thaïlande. Le village est situé à une altitude de 170 mètres sur le piémont des hauteurs du Say Phou Khanna qui culmine à 273 mètres et domine la plaine du Mékong.

Il est construit sur une frontière culturelle inscrite dans le paysage par les pratiques agricoles. À l'est de Na Sa-at, quelques villages et hameaux épars, entourés de forêts mésophiles à diptéro-carpacées, sont peuplés de Sek, montagnards de langue kadaï. Ceux-ci pratiquent l'agriculture sur brûlis et la riziculture pluviale, parfois irriguée ; ils déplacent leurs hameaux de maisons sur pilotis aux murs de bambou tressé et aux toits d'herbe séchée, selon les cycles de jachère décennaux reconstituant la forêt et les sols. Ces villages sont d'accès difficile, surtout en saison des pluies, car ils ne sont reliés à la RN13 que par des pistes sablonneuses entrecoupées de ravines franchissables à gué. Certains de ces villages dominent la rivière Se

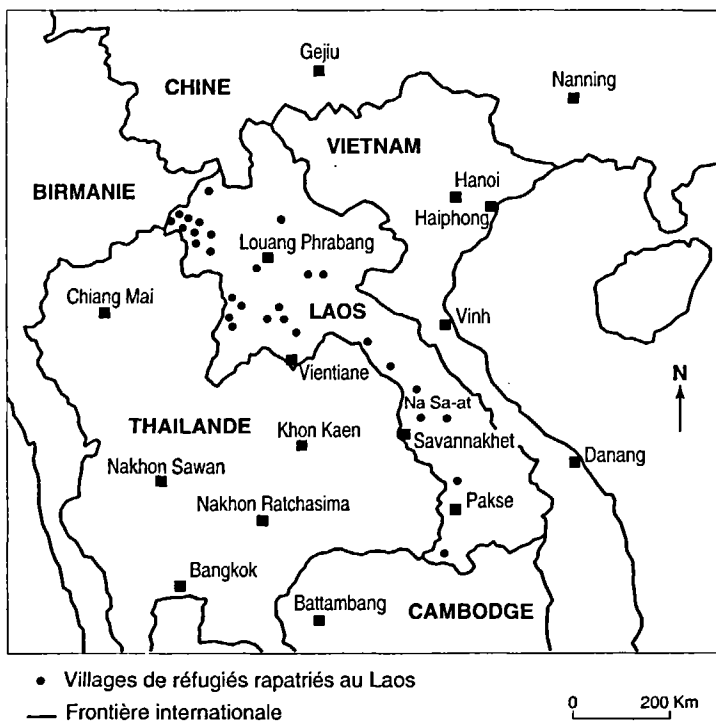


Figure 1

Les villages de réfugiés rapatriés au Laos.

Bang Fay, important tributaire du Mékong, du haut d'un escarpement d'une vingtaine de mètres de hauteur. Les Sek n'utilisent ce cours d'eau que pour la consommation domestique et l'irrigation, car ils ne pêchent pas et ne se déplacent pas en pirogues, ce qui leur permettrait pourtant d'accéder facilement aux villes de Thakhek et de Mahaxay.

À l'ouest de Na Sa-at, dans la plaine alluviale du Mékong, des villages thaï lao occupent plus densément le territoire, et se distribuent dans un paysage de rizières inondables sous pluie et de vastes lambeaux de forêt claire. Ils sont reliés entre eux et à la RN13 par un réseau de pistes en terre. Malgré ce réseau de communication dense et praticable, ces villages vivent assez isolés et se livrent à une éco-

nomie d'autosuffisance fondée sur le riz gluant. Ils bénéficient d'équipements scolaires, routiers et hydrauliques récents : important groupe scolaire à Dongkasen (à 5 km de Na Sa-at) comprenant un collège, école inaugurée en 1997 dans le village chrétien de Khokxang grâce aux fonds de l'ONG Concern, puits creusés et aménagés, en 1997, sur les directives de l'administration lao, dans tous les villages environnant le site considéré.

Dans cet espace de distribution culturelle traditionnelle, Na Sa-at est un village qui a été créé spontanément au début des années 1990 par un groupe d'essarteurs du village de Nakoum, situé à un kilomètre de la RN13 à l'ouest du site. Nakoum est peuplé de So (ou Brou), ethnie dominante sur le plateau de la province de Khammouane. Le mode de vie des So est comparable à celui des Sek, mais ils se consacrent beaucoup plus à l'élevage de buffles et de vaches que leurs voisins. Les So se distinguent aussi de leur entourage par leur type physique (peau brune foncée, petite taille, yeux non bridés) et par leur dialecte austro-asiatique (so slouy). Ils pratiquent en général le culte des ancêtres et des esprits de la forêt, et ils ont récemment commencé à aménager un espace bouddhiste (vat) dans leur village, absent dans les années 1940 (Fraisie, 1950) et sur la carte topographique réalisée en 1984 par le Service géographique de l'État lao.

Avec la rénovation de la RN13 depuis le début des années 1990, des hameaux sont apparus le long de cette voie de communication cruciale pour le pays, qui avait plutôt tendance à repousser les habitations à cause de la poussière soulevée par les véhicules de passage. Na Sa-at est l'un d'entre eux ; son nom qui signifie « champs propres » serait la traduction lao du terme so Nakoum et indique à la fois le lien maintenu avec le village d'origine (à mi-chemin entre les deux villages se trouvent les bois sacrés où siège l'autel de l'esprit du fondateur du village, puis le temple bouddhiste) et l'ouverture sur la société dominante d'expression lao. Les pionniers so avaient construit un village clairière de manière traditionnelle, avec des petites maisons sur pilotis, en retrait de la route.

À ce hameau s'est juxtaposé un village-rue avec l'arrivée de commerçants. Des So, quelques Thaï Lao et des couples mixtes, s'exprimant encore en langue so en famille, habitent désormais cette partie du village, où les maisons et les cafés épiceries à larges

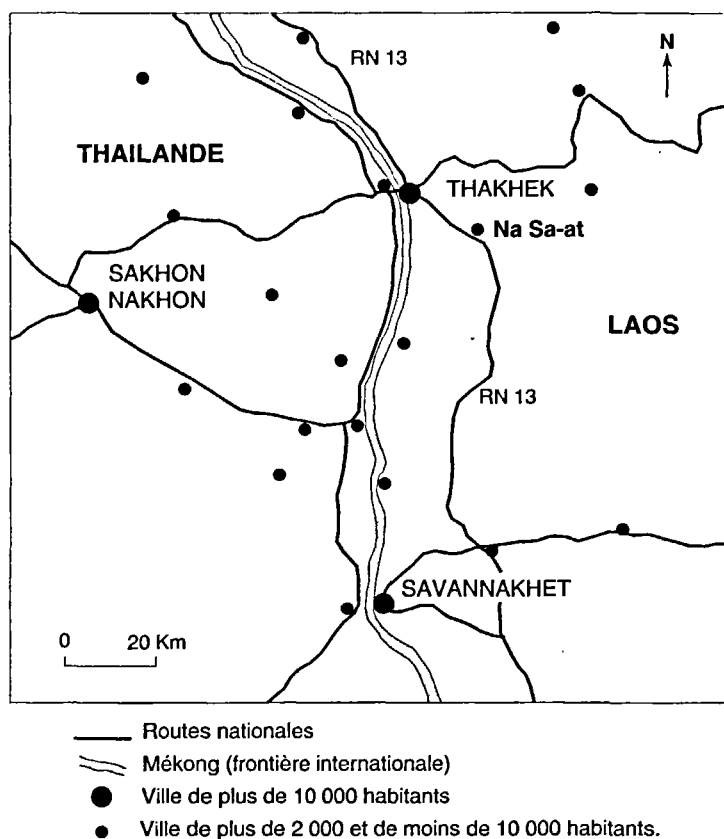


Figure 2
Le site de Na Sa-at à l'échelle régionale.

devantures sont construits de plain-pied. Ces maisons sont parfois équipées de téléviseurs, très rares dans les villages traditionnels, alimentés par des batteries de camion ou de voiture. Une ligne électrique a été installée ici le long de la RN13 en 1997, mais elle ne profite pas au village (ni au dispensaire et à l'école construits par le HCR) qui n'a pas les fonds pour financer un transformateur.

L'activité commerciale est favorisée par un arrêt de taxis collectifs et de cars à la croisée de plusieurs pistes et de la RN13. Les paysans des alentours viennent se ravitailler en petits produits usinés, ce qui

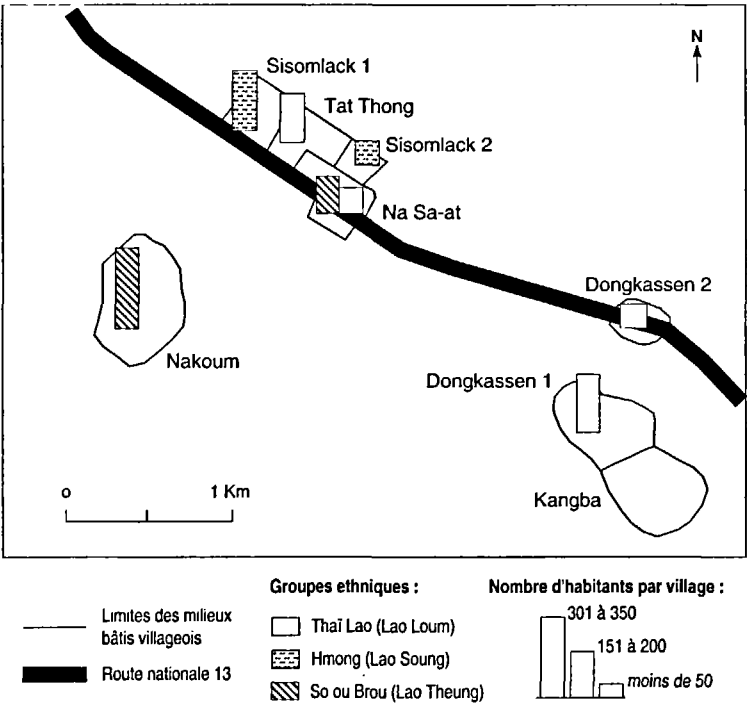
leur évite de se rendre au grand marché de Thakhek. Cependant, le développement commercial est ralenti par l'absence d'un système de crédit institutionnel en faveur des petits épargnants, et par la crise financière asiatique. Le FAR vient de terminer la construction d'un marché à la sortie sud du village et les réfugiés rapatriés ont commencé à installer quelques boutiques le long de la RN13 en face de ce marché. Chaque semaine, les Hmong viennent y vendre leurs légumes.

L'affirmation des particularismes

En 1997, à côté de cet espace « conquis » où vivaient 44 familles, ont été réinstallées par le HCR 72 familles hmong et 57 familles thaï lao (figure 3). Au printemps 1998, on dénombrait 54 familles hmong, soit 378 habitants, et 52 familles thaï lao, soit 216 habitants, selon les chiffres donnés par les chefs de village

À la différence des pionniers de Na Sa-at, les rapatriés ont bénéficié d'outils et de matériaux de construction, tels que planches, tôles ondulées, efficaces contre les orages et convoitées par les So. En outre, le HCR a acheté à l'État lao une aire agricole qu'il a divisée en parcelles distribuées aux réfugiés. Une piste recouverte de graviers de cinq kilomètres de long a été construite pour relier le village à ce terrain. Le HCR a aussi construit deux petits barrages et des puits aux abords du village pour l'alimentation en eau. Le terrain à bâtir, entrecoupé de ravines et en pente, a été presque totalement défriché, ce qui sur un sol d'argiles ferrugineuses lessivées, où le replantage est quasiment impossible, fait craindre des risques d'érosion à moyen terme. Le HCR y a tracé des pistes de graviers de bonne qualité, ne se transformant pas en borborygmes à la saison des pluies.

Les rapatriés hmong ont refusé l'attribution initiale des terrains d'habitation et le type de construction prévu, qui était plus adapté aux options culturelles des Thaï Lao qu'à leurs coutumes : maisons sur pilotis aux murs de bambou tressé, disposées en rangées parallèles à la route, selon les critères de la géomancie lao (Charpentier et Clément, 1975). Les Hmong ont exigé un village séparé où ils ont concentré leurs maisons en cercle autour d'une place centrale, en



Sources : Enquête de l'auteur, avril 1998, Cartes 1 : 10 000 et 1 : 100 000, Vues aériennes 1981-1983

Figure 3
Population et ethnies sur le site de Na Sa-at.

bas de pente, à proximité de la RN13. Ils ont plutôt repris le mode hmong traditionnel de construction de l'habitat : vastes maisons de plain-pied, aux murs de planches, sans véranda, ni cuisines extérieures, sans cheminées, avec de rares petites fenêtres, regroupant parfois plusieurs familles.

Un des clans minoritaires sur le site, le clan Yang (huit maisonnées), a choisi de s'éloigner de ce village dominé par le clan Vue (21 maisonnées). Le HCR a donc attribué aux Hmong une enclave dans le village thaï lao, où se sont installées six maisonnées du clan Yang et aucune du clan Vue. Les maisonnées qui n'appartiennent pas à ces deux clans se sont réparties entre ces deux lieux : quatre maisonnées

Lo, trois Song, deux Chang, un Ly et un Pha dans le village principal, et quatre Song dans l'enclave. « La logique du lignage l'emporte généralement sur celle du voisinage au sein d'un même village » (Taillard, 1977), et au sein d'un village pluriethnique, la proximité d'une autre ethnie est préférée à celle d'un clan rival. En outre, l'exogamie clanique et la résidence patrilocale, traditionnelles chez les Hmong, ont été maintenues, si bien que les épouses proviennent toutes d'un autre clan dans la maisonnée où elles résident. Si l'opposition Yang-Vue est territoriale, elle n'empêche pas les échanges matrimoniaux. Dans un souci d'équilibre politique, le maire est Vue, l'adjoint est Yang.

Les villages de réfugiés rapatriés tranchent par leur aspect avec les villages traditionnels environnants, et notamment avec les villages thaï lao enserlés dans une végétation exubérante et parsemés d'arbres fruitiers. Le sol dénudé, subissant un rapide processus d'induration sous l'effet des pluies de mousson, semble avoir inspiré la toponymie des rapatriés thaï lao qui ont nommé leur village Tat Thong, « Rocher Cuivré ». Mais ce terme évoque aussi un épisode de la vie de Bouddha⁵. Ce choix pourrait être alors interprété comme un signe manifeste de réaffirmation culturelle dans un pays où l'État a troqué au début des années 1990, sur ses armoiries, la faucille et le marteau pour le stupa bouddhiste. Au sein de ce village thaï lao, deux quartiers se distinguent de l'ensemble. L'un d'eux regroupe la majorité des personnes ayant des parents dans le Khammouane. 34 % des chefs de famille de ce village sont nés dans cette province et 30 % y ont encore de la famille. Aucune marque extérieure ne permet de repérer ce quartier. Un autre quartier est celui des rapatriés de Chine arrivés les derniers sur le site. Ils ont perdu tout contact avec leurs parents restés au Laos et n'ont pas de liens familiaux à l'étranger. Leurs maisons, parfois décorées par d'immenses idéogrammes chinois peints sur les murs, sont assez pauvres.

Chez les Hmong, qui occupaient souvent l'espace de manière temporaire, le choix de la toponymie indique clairement la

⁵ Une école d'ingénieurs de la préfecture de Vientiane porte aussi ce nom.

volonté d'allégeance aux autorités. Leur village s'appelle Sisomlack Phathana. Le premier terme est un mot composé avec les premières syllabes des noms des promoteurs du site, ingénieurs du HCR et de l'ONG Concern, ainsi que chefs de service provinciaux du ministère du Travail. Le second terme signifie prospérité, développement ; il est souvent utilisé de cette manière pour les noms des entreprises. Le village hmong est donc avant tout un projet dans l'esprit de ses habitants : la réconciliation et la réinsertion dans l'espace national lao après un siècle d'ambiguïtés séparatistes, et le pari d'un meilleur avenir économique. Les Hmong de ce site parlent entre eux le hmong et la plupart ne maîtrisent que peu ou pas du tout le lao ; certains utilisent l'écriture hmong dérivée du pali, inventée dans les années 1960, d'autres, l'écriture latine introduite par les missionnaires catholiques. Les autorités municipales ont jugé utile de peindre des recommandations bilingues sur les lieux publics. Les Hmong ont évité un écueil à leur réinsertion en ne donnant à leur village ni un nom hmong, qui aurait paru trop exotique en ce lieu, ni un nom lao qui aurait été un déni trop fort d'identité.

Les autorités lao ont entériné en 1997 l'existence administrative de trois villages sur le site de Na Sa-at, car il semblait trop ambitieux d'imposer une unité pluriethnique à ce site. Pour les habitants de Thakhek, ces différences sont perçues de manière confuse. Ils désignent ce site pluriculturel de trois villages agglomérés, sous le nom de Ban Maï, « village nouveau », en précisant parfois « de réfugiés », ou plus souvent par Lak Sao, « borne kilométrique n° 20 », terme administratif neutre qui estompe toute différenciation. Mais la réalité du lieu est tout autre. La cogestion de ce site fragmenté est problématique.

La gestion de l'eau, ressource essentielle à la survie d'un village, est si catastrophique qu'aux printemps 1998 et 2000, pendant la saison sèche, il n'y avait plus d'eau potable, en dehors d'un puits récemment creusé par le FAR derrière le marché et d'une source située dans la forêt à 1,5 km de distance du village existant. La lessive et les déchets ont pollué l'étang qui est envahi par les formations végétales ; l'eau des puits situés au-dessus des nappes phréatiques est croupie ; et dans l'autre étang, les buffles

viennent se baigner dans l'eau boueuse⁶. Les projets de gestion commune de l'eau n'ont pas abouti et les villageois attendent une aide extérieure. Or, traditionnellement, les Hmong du Xieng Khouang utilisaient des pompes et des canalisations de bambou pour acheminer l'eau dans leurs villages (Robequain, 1931).

Les questions culturelles sont exclues avec véhémence du champ de gestion commun, comme la construction d'un temple bouddhiste proposée par les Thaï Lao, alors que la majorité des Hmong se déclare bouddhiste sur les questionnaires d'enquête relevés en 1998, les autres restant chamanistes. Les So ont commencé à édifier des bâtiments bouddhistes à Nakoum, mais entre 1997 et 2000, seul le dortoir de bois des rares moines avait été édifié. Les hommes so montrent leur peu d'intérêt pour la religion dominante, en envoyant leurs femmes prier avec les bonzes pendant certaines fêtes, pendant qu'ils dégustent la couenne de buffle, censée contenir une force mythique. Dans la doctrine bouddhiste, la femme a un karma trop faible pour atteindre le nirvana, elle peut au mieux se réincarner en homme. Pendant les fêtes du Nouvel An bouddhique d'avril 1998, les So ont exécuté des cérémonies animistes dans le vat, en présence des moines. Des lieux neutres et communs, comme le marché et les cafés-épicerie fréquentés par toutes les ethnies sans ostracisme, pourraient se révéler propices aux échanges et montrer l'intérêt des rencontres commerciales. Les équipements publics, comme le dispensaire et l'école, qui jouissent d'un prestige certain et d'une fréquentation relativement remarquable, pourraient aussi faciliter les échanges et susciter des mentalités plus collectives.

⁶ À la saison sèche de 1997, les rapatriés m'avaient contraint à boire de l'eau de ces puits, car ils voulaient vérifier que le HCR ne leur avait pas donné des sources contaminées.

Les stratégies économiques de réinsertion sur le site de Na Sa-at

Les réfugiés rapatriés ont renoué avec leurs pratiques agricoles traditionnelles, mais les Hmong rapatriés ont aussi introduit une filière de confection avec un réseau de distribution international, tant dans le village de Na Sa-at que dans d'autres villages de réfugiés rapatriés comme à Phatao, le plus grand village hmong du pays.

Les difficultés de la riziculture

Chaque famille de rapatriés à Na Sa-at a été dotée de deux lopins de terre d'un hectare chacun environ. Une aire de 260,86 ha a été défrichée au sein de la forêt mésophile. La forêt dense représente un potentiel agricole par sa réserve de terres grumeleuses et humifères, mais son exploitation nécessite un système cohérent d'essartage avec des jachères broussailleuses. Le sol est très sablonneux (dépôts schisto-gréseux) et a un pH compris entre 5,5 et 6,5, ce qui est satisfaisant pour le riz qui a un optimum voisin de 6. La fragile couche d'humus est menacée par un défrichement excessif et par les brutales pluies de mousson qui provoquent la destruction des agrégats et leur transformation en poudre sans humus. Les entreprises maîtres d'œuvre ont coupé les grands diptérocarpacés et ont vendu les grumes en Thaïlande malgré l'opposition du HCR, puis les rapatriés ont abattu les arbres restant pour construire des campements et éparpiller des cendres fertilisatrices dans les essarts.

À la différence des montagnards austro-asiatiques et taiï, les Hmong ignorent la jachère et ne reconstituent pas les sols en saison sèche avec des matières organiques animales ou de la paille, avec des plantations spéciales apportant un surplus d'azote, ou par amendement. Les sols ne sont pas non plus ameublés, aérés et désherbés par des instruments plus performants que la houe, comme le buttoir. Sur un sol acide, pauvre, sans jachère, sans assolement, sans apport d'engrais, les rendements sont acceptables en rizière inondée. Or, la technique de la rizière inondée demanderait des travaux de terras-

sement considérables sur ce terrain accidenté traversé par un cours d'eau à écoulement saisonnier, et les résultats seraient aléatoires en raison de la perméabilité du sol, de la faiblesse de la quantité d'eau disponible, même avec un barrage collecteur.

Le manioc s'adapte bien, comme le prouvent les expériences réalisées par certaines familles, ce qui était à prévoir compte tenu des caractéristiques du sol. Pourtant, il reste une culture d'appoint, peu consommée faute de savoir-faire culinaire. De plus, le riz, aliment de base dans les civilisations de l'Asie du Sud-Est, reste la référence culturelle dominant la diète quotidienne : en lao, manger se dit « kin khao », ce qui signifie littéralement « avaler du riz ». Le programme de cultures nouvelles, lancé par Concern, est, dans ce contexte, extrêmement difficile à mettre en œuvre. Pourtant, les rendements sont très bas : en moyenne moins de 400 kg/ha de paddy en 1996. Les familles de plus de sept enfants par femme (moyenne nationale) avaient un stock qui ne couvrirait que deux mois de consommation. Certaines familles n'ont pas planté la totalité des semences données par le HCR (100 kg par famille et 60 kg pour les célibataires, très avantagés), car elles en ont consommé directement une partie, ou les ont revendues. D'autres ont défriché des terrains boisés aux sols plus humides près du village et y ont planté ces semences. Les tentatives de planter du maïs sur cette aire achetée par le HCR se sont révélées décevantes à cause de l'action intensive des prédateurs, tels que rats, taupes et criquets. L'usage intempestif d'insecticides a provoqué des cas d'intoxication alimentaires.

Les conditions naturelles du versant oriental des hauteurs du Say Phou Khanna, où est sis le terrain agricole des rapatriés et où se trouvent des villages sek, ne sont guère propices à la riziculture. Dans le village sek de Kèngkhèn, situé à 11 km dans la direction 150° Sud de Na Sa-at à vol d'oiseau, sur un terrain de nature comparable, le rendement moyen n'avait atteint que 612 kg/ha de paddy en 1996, dans des champs aplanis, entourés de diguettes et avec des pieds repiqués. Toutefois, dans la plaine alluviale du Mékong, à l'ouest de Na Sa-at, les rendements atteignent 1 900 kg/ha de paddy dans les mêmes conditions mais avec des sols riches en alluvions quaternaires, et irrigués.

À Na Sa-at, la situation agricole est aggravée par le manque d'expertise des paysans. En effet, 62,1 % des chefs de famille rapatriés

ont au moins vécu 15 ans en exil, et 51 % avaient moins de 16 ans en 1975. Or, hormis quelques jardins, les réfugiés n'ont pas eu, dans les camps en Thaïlande, la possibilité de pratiquer l'agriculture. La plupart des Hmong rapatriés, aujourd'hui âgés, s'étaient déjà éloignés des activités agricoles dans les années 1960, avec leur enrôlement massif dans l'armée royale. Ainsi, la perte de la mémoire collective des techniques agricoles est évidente. Les Hmong ne savent pas cultiver correctement le maïs, alors que 68 % des chefs de famille hmong sont nés dans la province de Xieng Khouang où le maïs représentait la principale culture vivrière de cette ethnie dans les années 1950.

Les stratégies pionnières

Pour pallier les pertes dues aux difficultés de la riziculture de montagne, les réfugiés rapatriés ont initié des stratégies familiales fondées sur des réseaux de relations internationaux. En Thaïlande, des Hmong avaient déjà créé des réseaux commerciaux avec leurs parents accueillis aux États-Unis. À Na Sa-at, 82 % des parents de familles hmong résidant à l'étranger sont installés aux États-Unis. Cela explique pourquoi toutes les femmes rapatriées, hmong et même thaï lao, façonnent des costumes traditionnels et des objets de tissu brodés qui sont vendus aux États-Unis ou sur les marchés touristiques au Laos. Les femmes hmong adaptent leur savoir-faire à des objets recherchés par les Occidentaux, comme les sacs à dos, les porte-monnaie et les taies d'oreiller qui ne figurent pas dans leur héritage culturel.

Cette activité textile est paradoxalement concomitante à la régression du port du costume traditionnel chez les rapatriés. À la diffusion des régions septentrionales du pays, aucun homme hmong n'utilise plus les pantalons et vestes noirs traditionnels, et les femmes s'habillent de plus en plus avec des vêtements de style occidental fabriqués en Thaïlande, ou à la mode des Lao des plaines. L'Union des femmes lao encourage désormais la diffusion de ce savoir-faire traditionnel hmong parmi les femmes rapatriées thaï lao. De façon surprenante, on constate que ces vêtements et objets de tissu brodés de façon traditionnelle attirent les Occidentaux en quête d'authenticité, dans la mouvance de la mode « ethnique » et de la

« world music ». Les Lao, réfugiés aux États-Unis et naturalisés américains, lorsqu'ils rendent visite à leurs familles au Laos, comme ceux rencontrés à Dongkasen, revêtent pour leur part la trilogie de la mode américaine : baskets, jogging, casquette de base-ball.

La filière textile procure une source régulière de revenus, bien plus abondante pour ceux qui détiennent les clés de ce réseau et qui soustraient une partie de la production aux autres rapatriés en prélevant de fortes commissions. Certaines familles ont réinvesti les fonds procurés par ce commerce dans l'achat d'arbres fruitiers produits en Thaïlande. Ils sont plantés sur des terrains sablonneux défrichés aux abords du village, près des étangs, au-dessus d'une nappe phréatique, dans un milieu humide, favorable à ce type de plantations. Les champs sont enclos pour éviter les dégâts et prédateurs provoqués par les grands animaux. Les surfaces de ces jardins sont souvent en partie utilisées pour des cultures de riz ou de maïs sur brûlis destinées à nourrir les familles. Un espace est réservé aux cultures commerciales d'arbres fruitiers qui peuvent être aussi complantés. Certains jardins sont très bien organisés, comme celui du maire hmong qui a planté 313 pieds d'ananas entre d'autres arbustes. Ces fruits pourront être vendus sur le marché de Na Sa-at ou à des commerçants.

Dans le district de Thakhek, les villageois ne développent pas ces cultures, à l'exception de bananiers autour de leurs maisons, alors que les rapatriés ont planté des espèces très diverses, telles qu'ananas, manguiers, tamariniers, goyaviers, pommiers cannelle, citronniers, rambutans, lychees, mais aussi pastèques, piments, plantes médicinales, aromates, ou citronnelle. Celle-ci est consommée comme aliment mais est aussi utilisée par les Hmong pour éloigner les moustiques, ce que paraissent ignorer leurs voisins. Ces innovations concernant les plantations semblent provenir des expériences de l'exil, quand, dans les camps en Thaïlande, les Hmong plantaient fruits et légumes qu'ils revendaient aux autres groupes ethniques de réfugiés desquels ils vivaient séparés. À l'évidence, ces plantations onéreuses, nécessitant un investissement de long terme montrent que nombre de familles de réfugiés ont décidé de rester à Na Sa-at.

Les Thaï Lao ne sont que des sous-traitants dans le réseau textile : cette activité est devenue indispensable à leur survie, mais elle ne leur permet pas d'investir. En outre, la plupart d'entre eux refusent d'aller cultiver les champs dans la montagne, en invoquant la pré-

sence d'esprits hostiles. Un rapatrié thaï lao est décédé en 1997 alors qu'il creusait un canal de drainage sur le terrain qui lui avait été alloué par le HCR. Il avait été victime d'une crise de paludisme. Pour les Lao, un diagnostic médical de type occidental est insuffisant. Les causes profondes, et réelles pour eux, relèvent avant tout du monde « surnaturel », des esprits des ancêtres et du karma de l'individu. Ainsi, un des mythes fondateurs du bouddhisme théra-vada raconte que le Bouddha se serait rendu au Sri-Lanka, aurait chassé les démons dans les montagnes, et aurait laissé les génies bienfaisants dans les plaines où le fils de l'empereur Asoka a propagé le bouddhisme et fait construire des villes. Cette opposition entre plaines et montagnes est fondamentale dans la constitution des royaumes hindouisés d'Indochine (Tambiah, 1976). Cette croyance est profondément ancrée chez les Thaï Lao qui n'ont jamais cherché à s'installer dans les montagnes du Laos.

Trente familles de rapatriés thaï lao ont refusé les motoculteurs de l'ONG Concern et ont obtenu 18 buffles en échange, alors que les Hmong ont tous accepté les tracteurs. Le buffle ne nécessite ni entretien ni carburant. En outre, à la différence de ce qu'il représente pour les Hmong, le buffle est un animal de prestige pour les Thaï Lao car il est l'acteur central du mythe fondateur de leur nation et du Laos : les Lao seraient sortis de courges issues des naseaux d'un buffle envoyé sur terre par les dieux (ce mythe est relaté dans la chronique du Nitán Khun Borom, écrite par un bonze vers 1572, et traduite par Louis Finot en 1917). En outre, il n'est pas raisonnable de laisser des buffles seuls sur ces terrains agricoles de montagne où des empreintes de tigres ont été décelées, en particulier près du lieu de la disparition d'un enfant. Chez les Thaï Lao, l'esprit du tigre est le maître du territoire et le buffle est un animal sacré. Ainsi, l'acquisition d'un motoculteur passe toujours après la possession d'un buffle, même dans les villages chrétiens, et l'agriculture sera évitée sur les versants des montagnes, à la différence des peuples du Yunnan, des Philippines ou d'Indonésie, qui aiment cultiver les rizières en terrasse, et surtout des Austro-Asiatiques et des Hmong du Laos qui cultivent dans le sens des pentes. Plutôt que de se rendre dans les parcelles agricoles allouées avec les motoculteurs du HCR, nombre de Thaï Lao vont louer leurs services lors des labours à Nakoum ou vont

aider les membres de leurs familles qui étaient restés dans le Khammouane, à cultiver leurs champs, ou à mettre en valeur de nouvelles terres dans la plaine du Mékong.

Autour de Na Sa-at, village nouveau de création spontanée, les réfugiés rapatriés de Thaïlande et de Chine ont rétabli les frontières ethniques, voire claniques, et ont inscrit leur identité dans le paysage par le choix du bâti, la répartition des habitations, les modes d'exploitation agricole, etc. En effet, la condition de rapatrié, comme celle d'exilé, n'a pas spontanément rapproché les gens des vallées des montagnards lao. Les Hmong de Na Sa-at avaient accepté de rentrer au Laos, sachant qu'ils seraient installés dans une région où ils seraient les seuls habitants de leur ethnie, et ils ont alors refusé d'aller rejoindre leurs parents dans des pays d'exil riches. Aujourd'hui, ils s'insèrent dans l'espace culturel thaï lao tout en maintenant une spécificité identitaire qui leur permet de tracer des axes de développement économiques originaux. D'une part, les Hmong fréquentent les deux équipements intégrateurs que sont l'école et le dispensaire, comme les autres villageois. D'autre part, grâce au réseau planétaire de leur diaspora, ils ont propagé leur activité artisanale traditionnelle de tissage et de broderie dans les villages thaï lao voisins.

Si l'appropriation de cet espace s'est faite dans un sens assez traditionnel avec le cloisonnement des territoires, le site a tendance à prendre un aspect de plus en plus composite. Les marqueurs d'identité évoluent rapidement. Les différenciations sociales sont affirmées de manière plus ostentatoire que dans les villages des alentours avec la construction de maisons en style nouveau urbain (« chalets thaïlandais ») et l'achat de « pick up trucks » par exemple. Pour certains, le rapatriement est finalement un choix économique rationnel : un dollar vaut bien plus cher au Laos qu'aux États-Unis. En outre, les rapatriés, qui se déplacent beaucoup plus que leurs voisins, et qui ont une ouverture internationale par leurs réseaux de parentés et par la possession de télévisions, ont une capacité importante à l'innovation. Ainsi, des familles ont construit de vastes maisons en style traditionnel hmong, mais sur pilotis. De même, s'inspi-

rant du village-rue commerçant, des rapatriés aménagent en annexe de leur demeure des magasins au bord de la route nationale. Des familles hmong ont commencé à adopter cette pratique ; elles sont dès lors contraintes de s'adresser à leurs clients en lao.

L'expérience du rapatriement, à Na Sa-at en particulier, montre l'extraordinaire capacité de renaissance des réfugiés. D'assistés, ils ont su se transformer en acteurs aux stratégies de survie originales. Les Hmong rapatriés sont à la pointe du modernisme, grâce à leurs parents installés outre-mer dans des pays industriels. Le comble de ce paradoxe est que la pénétration de ce modernisme repose sur la vente de tissu brodés de façon traditionnelle ! Les réussites personnelles et familiales ne sauraient pourtant masquer l'absence d'une politique collective et concertée entre tous les groupes culturels concernés en matière d'aménagement, notamment hydraulique, d'agriculture ou d'aide sociale, pour citer les domaines où il est urgent d'intervenir pour assurer la pérennité de ces villages. Déjà, entre 1998 et 2000, une trentaine de familles hmong ont abandonné Na Sa-at pour rejoindre des parents dans la province de Vientiane, en particulier dans la ville « Kilomètre 52 », où résident de nombreux déplacés hmong. En l'absence d'un système de protection sociale étatique et d'un système bancaire ouvert aux villageois, les Lao savent que la dynamique de la survie et du développement passera nécessairement par les structures familiales, claniques et ethniques, comme le montre l'exemple des réseaux des réfugiés rapatriés.

Bibliographie

- ARCHAIMBAULT (C.), 1973 –
Structures religieuses lao (rites et mythes). Vientiane, Vithagna.
- BAMBER (S.), 1992 –
Lao Refugees in China – A Postscript.
Thai-Yunnan Project Newsletter,
16 mars : 4-6.
- BUI XUAN QUANG, 1988 –
Réfugiés indochinois : boat people,
land people. *Etudes polémologiques*,
n° 1 : 97-123.
- BURROWS (R.), 1983 –
Le gouvernement thaïlandais ferme
un grand nombre de camps.
Réfugiés magazine, mai : 14.
- BURROWS (R.), 1985 –
Rapatriés au Laos.
Réfugiés magazine, mai : 32-33.
- CONDOMINAS (G.), 1968 –
Notes sur le bouddhisme populaire
en milieu rural lao. *Archives
de sociologie des religions*, CNRS,
n° 25, janvier-juin : 81-110.
- CONDOMINAS (G.),
POTTIER (R.), 1982 –
*Les réfugiés originaires de l'Asie
du Sud-Est, rapport au Président
de la République*. Paris,
La Documentation française.
- CHANTAVANICH SUPANG et al., 1992 –
*The Lao Returnees in the Voluntary
Repatriation Programme from
Thailand*. Bangkok, Indochinese
Refugee Information Center,
Institute of Asian Studies,
Chulalongkorn University.
- CHARPENTIER (S.),
CLEMENT (P.), 1975 –
*L'habitation lao dans les régions
de Vientiane et de Luang Phrabang*.
Thèse université Paris-V.
- CHEUZEVILLE (H.), 1983 –
Thaïlande, l'espoir des réfugiés lao.
La nation lao, n° 16-31, mai.
- DASSE (M.), 1988 –
Les réfugiés en Thaïlande :
communisme, anticomunisme
et trafic de drogue. *Etudes
polémologiques*, n° 1/88 : 77-96.
- DASSE (M.), (P.), 1979 –
Les réfugiés indochinois :
implications politiques d'une tragédie.
Projet, septembre-octobre, n° 138 :
1 021-1 026.
- DASSE (M.), (P.), 1985 –
Ne pas oublier les réfugiés
d'Indochine.
Projet, mars-avril, n° 92 : 115-118.
- Documentation Réfugiés*, 1990 –
« Le Laos », supplément au n° 127.
- DORE (A.), (T.-S.), 1984 –
« Rapport sur les réfugiés laotiens »,
in *Les réfugiés originaires de l'Asie
du Sud-Est, monographies*. Paris.
La Documentation française.
- DUPONT-GONIN (P.), 1996 –
*L'opération hmong en Guyane
Française de 1977 : les tribulations
d'une ethnie, un nouvel exode
d'Extrême-Orient en
Extrême-Occident*. Paris. Péninsule.
- FRAISSE (A.), 1950 –
« Les tribus sô de la province de
Cammon », « Les tribus Sek et Kha
de la province de Cammon ». *Bulletin
de la société des études indochi-
noises*, 2^e et 3^e trim., tome XXV,
n° 2 : 171-185 ; n° 3 : 334-347.
- GERAUD (M.-O.), 1997 –
*Regard sur les Hmong de Guyane
Française*. Paris, L'Harmattan.

HCR (s.d.) –

The Indo-Chinese Exodus and the Comprehensive Plan of Action. Genève.

LEMOINE (J.), 1972 –

Un village hmong vert du Haut Laos. Paris, CNRS.

MARSHALL (R.), 1995 –

En Asie du Sud-Est : le HCR tourne la page. *Réfugiés Magazine*, 1 : 9-14.

MIGNOT (F.), 1999 –

Villages de réfugiés rapatriés au Laos. 1999. L'Harmattan, Points sur l'Asie, Paris.

MOUA TOU YER, TRUE WANGYEE MOUA, 1994 –

The Forced Repatriation of Hmong-Lao Refugees in Thailand. Santa Ana (California). The Hmong-Lao Human Rights Council.

PIETRANTONI (E.), 1957 –

La population du Laos en 1943 dans son milieu géographique. *Bulletin de la société des études indochinoises*, 3^e trim., tome XXXII, n° 3 : 223-243.

POMONTI (J.-C.), 1994 –

Laos : La triste errance des réfugiés méos. *Le Monde*, 19 août.

ROBEQUAIN (C.), 1931 –

« L'habitation indigène en

Indochine », in Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales *L'habitation indigène dans les possessions françaises.* Paris : 72-89.

ROBINSON (C.), 1987 –

Southeast Asian Refugees : Critical Mass ? *Indochine Issues*, décembre.

TAILLARD (C.), 1977 –

« Village, pouvoir lignager et société locale chez les Hmong du Laos », in *Habitations et habitat d'Asie du Sud-Est continentale.* L'Harmattan, Paris.

TAMBIAH (S.J.), 1976 –

World Conqueror and World Renouncer. Cambridge University Press.

VAN ES BEECK (B.), 1981 –

Les réfugiés du Laos en Thaïlande (mai 1975- juillet 1979). Thèse université Paris-VII.

VIDAL (J.), 1960 –

La végétation du Laos. Toulouse, Les artisans de l'imprimerie.

YANG DAO, 1972 –

Les difficultés du développement économique et social des populations hmong du Laos. Thèse université Paris-VI.